

*Politique commerciale du Canada*

**M. Chrétien:** Monsieur l'Orateur, j'aimerais examiner la chose. Je n'en ai pas été prévenu et j'ignore ce qu'on peut faire. Les manufactures ferment pour toutes sortes de raisons. Peut-être avons-nous été trop libéraux ces dernières années en ce qui concerne les exportations et les importations. J'entends intervenir.

**M. Beatty:** Le ministre va-t-il examiner l'affaire que je lui ai signalée?

**M. Chrétien:** Je vais examiner cette affaire. J'espère faire de mon mieux pour régler les situations comme celle que le député vient de me signaler. Celui-ci doit cependant se rendre compte qu'en matière d'importations, il ne suffit pas de tourner un commutateur pour obtenir des résultats immédiats. Des marchandises importées sont parfois commandées depuis plusieurs mois. Mais le marché est parfois inondé, et les acheteurs refusent d'acheter. Il s'écoule toujours un certain temps entre le moment où l'on endigue une inondation et celui où l'on constate les résultats. Je vais certainement examiner cette affaire et j'espère qu'il n'en surgira pas trop d'analogues.

Puisque le député a soulevé la question, j'aimerais lui donner un exemple des difficultés qui surgissent dans différents domaines. Ainsi, les tricots double maille. Ces tricots ne sont plus à la mode. Que peut bien en faire celui qui en accumulé des stocks importants. La vente de ces tricots au Canada a diminué de façon fantastique. Le marché du tricot double maille ne représente plus qu'environ 20 p. 100 du marché d'il y a trois ans.

Par conséquent, même si on interdisait toutes les importations, on ne pourrait pas créer un marché pour les tricots double maille, car ce marché n'existe plus. Les gens n'achètent plus de tricots double maille, je le répète. On fabrique le tricot double maille dans ma région, c'est pourquoi j'ai acheté deux costumes. Je les trouve confortables, mais les Canadiens n'achètent plus de ce tissu. J'ai fixé des quotas. Voilà maintenant que les fabricants de costumes me disent que parce que nous avons mis fin aux importations de tricots double maille des États-Unis, les prix ont augmenté. Les prix sont trop élevés, et les détaillants n'arrivent pas à vendre les stocks qu'ils ont en magasin. Il ne faut donc pas chercher des solutions simples et faciles, parce que le marché ne fonctionne pas de cette façon. J'ai tenu à vous donner cet exemple pour illustrer certaines des difficultés avec lesquelles nous sommes aux prises.

Quant à l'industrie de la chaussure, dont le député a parlé, je vais étudier la question. Je dois dire au député que j'ai observé des problèmes similaires dans ma propre circonscription où sont établies des fabriques de textile et de chaussures.

**M. Jack Murta (Lisgar):** Monsieur l'Orateur, je suppose que le ministre est rentré spécialement de Montréal pour prendre part au débat. J'espère qu'il va rester à la Chambre pour tout le débat. Le ministre a parlé de ce qu'il a accompli ces derniers mois. Il s'est en fait vanté de ses réalisations. Ses propos ont malheureusement peu de pertinence quand on les considère dans le contexte des conditions actuelles du commerce dans notre pays. Le ministre a parlé avec enthousiasme des réalisations du gouvernement. Je puis dire sans crainte de me tromper que son discours ne va pas améliorer la position du gouvernement et ne convaincra pas les hommes d'affaires canadiens de l'appuyer dans sa quête de nouveaux marchés. Pour reprendre une expression familière, je dirai que le gouver-

[M. Beatty.]

nement n'a pas pratiqué ce qu'il prêche. J'estime également que le ministre des Finances (M. Macdonald) devrait être présent à la Chambre et prendre part au débat de cet après-midi.

● (1650)

Nous disons donc que notre motion comporte des répercussions beaucoup plus directes sur le ministère des Finances que sur le ministère de l'Industrie et du Commerce. J'espère qu'au cours du débat, cet après-midi, le ministre, ou son secrétaire parlementaire, nous fera connaître le point de vue du gouvernement.

J'ai moi aussi passé quelques jours à Genève, où je me suis entretenu avec nos représentants aux négociations sur l'accord général sur le tarif et le commerce. Même si les députés se rendent à Genève pour discuter de commerce international, il n'en reste pas moins que les dirigeants de l'industrie, ceux qui sont à la tête des usines et qui emploient les Canadiens, ne sont pas suffisamment renseignés. C'est le problème qui se pose, mais le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien) n'en a pas soufflé mot.

Le débat d'aujourd'hui promet d'être un des plus importants de la présente session. Pour ma part, je tiens à donner d'abord un aperçu de l'économie canadienne telle que je la perçois en ce moment. Je passerai ensuite à l'accord général sur le tarif et le commerce en ce qui a trait au Kennedy Round des années 60 et aux événements qui se sont déroulés dans les années 70 par rapport à ce qu'il est convenu d'appeler le Tokyo Round qui se déroule maintenant à Genève.

A tous points de vue, l'économie canadienne est en mauvaise passe. Notre déséquilibre commercial est un aspect important et inquiétant de notre rendement économique. Au fil des années, le commerce international est devenu un élément de richesse de plus en plus important dans presque tous les pays. C'est vrai, en tout cas, du Canada qui n'importe chaque année pas moins de \$1,520 en produits par personne. Ces produits importés consistent surtout en articles fabriqués, ce qui prouve l'ampleur de nos importations et l'importance qu'elles revêtent pour le Canada qui est le premier importateur, par personne, d'articles fabriqués parmi les grandes puissances commerciales du monde, mais bien des gens ne savent pas que nous détenons ce record.

Le Conference Board in Canada a récemment publié un rapport rédigé par le P<sup>r</sup> Charles Barrett, intitulé «Canada's International Trade, Trends and Prospects». Bien que le rapport ne propose pas de mesures pour remédier à la situation, la conclusion va de soi. Je vais citer quelques extraits de ce rapport, et si je le fais, c'est parce que le Conference Board in Canada est l'un des organismes les plus prestigieux du pays en matière d'économie. Je cite:

Le fléchissement de notre balance commerciale se manifeste depuis 1970, et bien qu'il y ait eu un redressement temporaire en 1973-1974 au moment où le prix de nos ressources, qui est soumis à des fluctuations périodiques, a atteint son maximum, la faiblesse sous-jacente de notre système s'est manifestée à nouveau, entraînant un déficit global de 5,4 milliards de dollars en 1975.

J'ajouterais que si nous avions un déficit comme celui-là en 1975, tout indique qu'il se maintiendra non seulement jusque dans les années 1980 mais qu'il continuera à s'accroître. Je reviens à ma citation: